

Table des matières

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- CONGRES ECONOMIQUE DES VERTS : UNE OFFENSIVE DE CHARME ? 3
- BAISSSE DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE EN 2019 ET IMPACT DU CORONAVIRUS EN 2020 3
- LE PAQUET CLIMAT INSUFFISANT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS CLIMATIQUES D'ICI 2030 3
- DES REACTIONS MITIGEEES AU PROJET DE « LOI SUR LE CLIMAT » DE L'UNION EUROPEENNE 3
- REDUCTION SIGNIFICATIVE DES EMISSIONS DE CO2 DUES A LA PRODUCTION D'ELECTRICITE 4
- UN ACCORD SUR LA STRATEGIE NATIONALE ALLEMANDE SUR L'HYDROGENE ATTENDU LE 22 AVRIL ? 4
- IDENTIFICATION DU SITE POUR LE STOCKAGE DES DECHETS NUCLEAIRES EN PLEINE CRISE SANITAIRE 4
- NOUVEAU RECORD POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES DANS LA PART DE L'ELECTRICITE 4

TRANSPORTS 4

- RETABLISSEMENT DES CONTROLES AUX FRONTIERES ET CHUTE DES TRAFICS – COVID-19 4
- RESULTATS ENCOURAGEANTS EN 2019 POUR LA DEUTSCHE BAHN MAIS INCERTAINS EN 2020 5
- ACCES SIMPLIFIE AUX CONTRATS FERROVIAIRE POUR LES ENTREPRISES 5
- INDEMNISATION DES 262 000 PLAIGNANTS PAR VW DANS LE CADRE DU DIESELGATE 5
- MODIFICATIONS IMPORTANTES DU CODE DE LA ROUTE 5
- LA START-UP BAVAROISE DE TAXIS VOLANTS, LILIUM, LEVE 240 M\$ MALGRE LA CRISE DU CORONAVIRUS 6
- PROJET DE LIVRAISON PAR DRONE POUR UPS 6
- VERS DES SYSTEMES DE DEFENSE ANTI-DRONES DANS 14 AEROPORTS INTERNATIONAUX EN ALLEMAGNE 6

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 6

- PREMIERES ESTIMATIONS DE L'IMPACT DU COVID-19 SUR L'INDUSTRIE ET LES SERVICES 6
- VERS LA CREATION D'UNE FILIERE ALLEMANDE POUR LA PRODUCTION DE MATERIEL MEDICAL 6
- ARRET DES ACTIVITES DE GERMANWINGS, FILIALE DE LUFTHANSA 7
- L'ETAT POURRAIT INTERVENIR POUR AIDER CONDOR, DEVANT L'ECHEC DES NEGOCIATIONS AVEC LOT 7
- MARKUS DUESMANN, ANCIEN MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION DE BMW, PREND LA TETE D'AUDI 7
- FINALISATION DE LA FUSION DE T-MOBILE, FILIALE AMERICAINE DE DEUTSCHE TELEKOM, AVEC L'AMERICAIN SPRINT 7
- CHANGEMENT DANS LE COMITE DE DIRECTION DE SIEMENS, QUELQUES MOIS AVANT L'INTRODUCTION EN BOURSE DE SIEMENS ENERGY 7
- BOSCH, BENTELER ET PININFARINA INAUGURENT UNE PLATEFORME DE COOPERATION SUR LES VEHICULES ELECTRIQUES 7

- **NOMBREUSES PRISES DE PAROLE DU MINISTRE FEDERAL DE LA COOPERATION ET DU DEVELOPPEMENT EN FAVEUR D'UNE AIDE AUX PAYS LES PLUS FRAGILES.** **8**

NUMERIQUE – INNOVATION **8**

- **FEUILLE DE ROUTE ALLEMANDE SUR LE NUMERIQUE ET L'ENVIRONNEMENT** **8**
- **VERS UNE APPLICATION POUR SUIVRE LES PERSONNES ATTEINTES DU COVID-19, SOUS CERTAINES CONDITIONS** **8**

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

Congrès économique des Verts : une offensive de charme ?

Lors de leur congrès économique le 28 février à Berlin, les Verts, en présence de nombreux CEO et fédérations professionnelles allemandes (l'industrie automobile, le ciment, l'acier...), se sont prononcés en faveur d'une « transformation écologique » de l'économie dans la continuité de leur 44^{ème} congrès annuel en novembre. En particulier, les Verts proposent un pacte climatique en faveur de l'industrie énergivore : plus de subventions et d'incitations fiscales pour promouvoir l'innovation et l'investissement décarboné ; sécuriser les investissements en faveur de la neutralité climatique, en mobilisant le levier du Carbon Contract for Difference ; faire de l'Europe le premier marché pour les technologies neutre en carbone, en instaurant dans certains secteurs (l'acier, l'automobile), et lorsque cela est « raisonnable et réaliste », des quotas de matières premières neutres en carbone dans la production ; garantir des conditions de concurrence équitable par un mécanisme de compensation aux frontières.

Baisse des émissions de gaz à effet de serre en 2019 et impact du coronavirus en 2020

Selon le ministère fédéral de l'environnement, la baisse en 2019 de 6,3% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2018 est la plus importante connue depuis la réunification (à l'exception de l'année de crise 2009), ce qui représente une baisse de 35,7 % par rapport à 1990. La contribution la plus importante revient au secteur de l'énergie (-16,7 %) grâce à un recours accru du gaz par rapport au charbon (faible prix du gaz, prix plus élevés du CO₂). En revanche, les émissions du secteur du bâtiment et des transports ont augmenté de 4,4 % et 0,7 %. La ministre fédérale de l'Environnement, Svenja Schulze (SPD), a qualifié ce résultat de grand pas en avant, tout en soulignant que le développement de l'énergie éolienne et solaire devait se poursuivre de toute urgence, alors que la grande coalition n'est toujours pas parvenue à un accord ni sur la règle de distance minimale entre les éoliennes et les habitations et si sur le plafond de 52 GW pour le photovoltaïque. Par ailleurs, Mme Schulze a mis en garde contre toute surestimation prématurée de l'impact de la crise du Coronavirus sur le climat et contre un affaiblissement de la politique environnementale dans ce contexte. Selon le think tank Agora Energiewende, les émissions de gaz à effet de serre devraient diminuer en 2020 de 40 à 45 % par rapport aux niveaux de 1990, principalement en raison de la crise sanitaire.

Le paquet climat insuffisant pour atteindre les objectifs climatiques d'ici 2030

Selon le gouvernement fédéral, le programme de protection du climat 2030 devrait permettre à l'Allemagne de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de [51%](#) à [52%](#) d'ici 2030 par rapport à 1990 (pour un objectif de -55 %). L'absence d'accord sur un paquet climat en 2019 aurait conduit à une baisse de 41%. Mme Svenja Schulze (SPD), ministre fédérale de l'environnement, a salué la dynamique positive, tout en soulignant qu'il convenait de réunir à nouveau le Cabinet climat pour préparer de nouvelles mesures visant à combler l'écart (71 Mt de CO₂ en 2030 pour un total d'émissions de 543 Mt). Le secteur des transports est principalement visé, avec un écart constaté de 30 Mt CO₂ en 2030 et alors que moins de la moitié de la réduction requise serait réalisée. M. Scheuer (CSU), ministre fédéral des transports, a reconnu la nécessité de rattraper le retard et d'étudier les mesures complémentaires. L'opposition et des ONG voient confirmer leurs inquiétudes et considèrent certaines hypothèses incertaines.

Des réactions mitigées au projet de « loi sur le climat » de l'Union européenne

Le 5 mars à Bruxelles, Svenja Schulze (SPD), ministre fédérale de l'environnement, a salué la proposition de loi climat de la Commission européenne, présentée le 4 mars par la Commission européenne. Le projet suscite cependant de fortes inquiétudes tant de la part du milieu économique que des associations environnementales. Ainsi, la chambre allemande de commerce et d'industrie estime le projet trop ambitieux voire irréaliste, en l'absence, à ce stade, d'alternatives techniques et économiquement viables pour décarboner la production industrielle et au regard du risque d'éviction de l'industrie européenne. A contrario, malgré un pas dans la bonne direction, le projet est jugé insuffisant par de nombreux think tank ou ONG (WWF, Agora Energiewende, NABU...), en l'absence d'un objectif chiffré et ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, d'un cadre clair en faveur du développement des énergies renouvelables et d'un mécanisme contraignant permettant de sécuriser au niveau de chaque Etat l'atteinte de la neutralité climatique. Les ONG ont également critiqué l'ambiguïté de l'Allemagne, qui n'avait pas co-signé, avec 12 autres pays européens, une lettre demandant à la Commission européenne de présenter son plan pour relever l'objectif climatique 2030 d'ici à juin prochain, dans la perspective du sommet UE-Chine et de la COP-26.

Réduction significative des émissions de CO2 dues à la production d'électricité

Selon les calculs de l'Agence fédérale de l'environnement, la production d'électricité en Allemagne est devenue beaucoup plus respectueuse du climat au cours des dernières années grâce au développement des énergies renouvelables. Si en 2017, 485 grammes de dioxyde de carbone par kilowattheure étaient encore produits sous forme d'émissions directes, en 2018 ce seront 468 grammes, et en 2019 401 grammes, soit 47 % de moins qu'en 1990.

Un accord sur la Stratégie nationale allemande sur l'hydrogène attendu le 22 avril ?

Le gouvernement allemand vise un leadership global dans les technologies de l'hydrogène, qui sont considérées comme cruciales pour rendre l'économie neutre en carbone d'ici 2050. Cette stratégie nationale pour l'hydrogène est censée poser les bases de la réalisation de cette ambition. Elle a été retardée en partie en l'absence d'accord entre ministères sur les objectifs de production d'hydrogène vert et d'hydrogène bleu (produit à partir de gaz naturel en utilisant le CSC) comme technologie de transition. Alors que les groupes de réflexion et les parlementaires de l'opposition ont critiqué le projet de stratégie du ministère allemand de l'économie pour inclure l'hydrogène bleu, l'association industrielle BDI s'oppose à l'exclusion de son utilisation, arguant qu'insister sur l'hydrogène vert retarderait le développement technologique étant donné que des volumes suffisants ne seront pas disponibles d'ici 2030. Le projet du ministère de l'économie de février indique que si l'hydrogène vert "est durable à long terme", l'hydrogène bleu "devra jouer un rôle pour des raisons économiques afin d'établir rapidement la technologie sur le marché pour décarboniser les différents domaines d'application".

Identification du site pour le stockage des déchets nucléaires en pleine crise sanitaire ?

La société fédérale pour l'élimination des déchets radioactifs (BGE) devrait publier cet automne un rapport identifiant les sites qui pourraient servir de dépôts permanents de déchets nucléaires. Mais dans une lettre ouverte à la BGE et à l'office fédéral des déchets nucléaires (BASE) envoyée mercredi (8 avril), le groupe environnemental « Friends of the Earth Germany » (BUND) demande un moratoire sur les recherches de sites pendant la crise du coronavirus. Le groupe environnemental affirme que les restrictions imposées pendant la pandémie rendent impossible la participation du public, qui est inscrite dans la loi adoptée en 2016 par la loi. Le BUND souligne notamment que le Parlement allemand n'a pas adopté de loi sur les données géologiques, qui régirait la diffusion des données techniques au public.

Nouveau record pour les énergies renouvelables dans la part de l'électricité

Selon les données de l'Institut des systèmes à énergie solaire (ISE) de Fraunhofer, la production électrique allemande a été à 61,2 % d'origine renouvelable au mois de février. Comme lors des précédents records, le secteur éolien est - de loin - la principale source d'énergie verte. En février, le parc éolien allemand a généré 20,8 TWh, soit 45,8 % de la production électrique du pays. Suivent ensuite la biomasse (3,74 TWh, soit 8,3 % de la production), le solaire (1,86 TWh, soit 4,2 %) et l'hydroélectrique. Parallèlement, les énergies fossiles semblent reculer : en février, la part du lignite à 11 % n'a jamais été aussi faible. Avec les centrales basées sur la houille, ce chiffre grimpe toutefois à près de 17 %. Il est suivi par les centrales au gaz naturel (10,2 %). Ni fossile, ni renouvelable, l'uranium s'établit enfin à 11,5 %.

TRANSPORTS

Rétablissement des contrôles aux frontières et chute des trafics – Covid-19

Depuis le 16 mars, des contrôles renforcés aux frontières terrestres allemandes avec la France, mais aussi avec la Suisse, le Luxembourg, le Danemark et l'Autriche, ont été introduits pour le trafic passager afin d'éviter les circulations et les déplacements non nécessaires dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. Seule la libre circulation des marchandises, des travailleurs frontaliers et des personnes qui ont des raisons légitimes (sur justificatif) est maintenue. Les mesures de restrictions d'entrée aux frontières terrestres ont été étendues, le 18 mars, au transport aérien, maritime et fluvial pour les citoyens de l'UE depuis l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la France, le Luxembourg, le Danemark et la Suisse. Depuis le 20 mars, le nombre de passages autorisés aux frontières terrestres a été réduit et le franchissement sans motif urgent de voyage n'est plus autorisé. Depuis le 25 mars, une nouvelle interdiction d'entrée en Allemagne s'applique aux travailleurs saisonniers issus de pays tiers, de la Grande-Bretagne, des pays de l'UE qui n'appliquent qu'en partie l'accord Schengen (y compris la Bulgarie et la Roumanie) et des pays avec lesquels les contrôles aux frontières intérieures ont été temporairement réintroduites (Autriche, France, Luxembourg, Danemark et Suisse). Le 2 avril, le gouvernement fédéral a toutefois assoupli ces nouvelles restrictions d'entrée. Fin mars, la

fédération des aéroports allemands a fait état d'une baisse du nombre de passagers de près de 95 % par rapport à l'année dernière. Elle s'attend, en avril, à la plus forte baisse depuis le début de l'aviation civile. Le transport aérien de fret, lui, a baissé de 20,4 % sur la même période. Concernant le trafic ferroviaire, le volume de passagers correspond depuis la crise à 10 à 15 % du niveau normal pour le trafic grande ligne et à 15% pour le trafic régional. Depuis le 20 mars, les liaisons internationales ICE/TGV vers la France sont suspendues et le trafic transfrontalier est réduit drastiquement.

Résultats encourageants en 2019 pour la Deutsche Bahn mais incertains en 2020

Les trains grandes lignes allemands ont transporté 150,7 millions de voyageurs en 2019 soit 1,9% de plus que l'année précédente, les transports régionaux près de deux milliards soit 1,6% de plus qu'en 2018. Cet engouement pour le train témoigne, selon la DB, d'un « transfert modal clair vers un moyen de transport respectueux du climat ». Les ventes du groupe ont progressé de 0,9 % pour atteindre 44,4Mds€. Toutefois, en raison de la politique d'investissements élevés et de l'augmentation des coûts de personnel (+23.000 nouvelles embauches en 2019), le résultat avant intérêts et impôts a perdu 13% par rapport à 2018 à 1,84Mds€. La DB a néanmoins réalisé un bénéfice annuel de 680M€, soit 25 % de plus qu'en 2018. 650M€ ont été reversés à l'État fédéral, propriétaire du groupe, à titre de dividende. Le montant exact des effets économiques de la crise du coronavirus ne peut pas encore être quantifié. Selon M. Lutz, président de la DB, son impact sera probablement plus fort qu'après la crise financière de 2008. Il a assuré vouloir continuer à offrir 75% du service habituel pour le trafic GL (65% pour le transport régional). Il a souligné la « responsabilité du monde ferroviaire pour contribuer au fonctionnement de notre société en période de crise ». La division fret, DB Cargo enregistre une baisse de 11% de son chiffre d'affaires à 4,45Mds€. Le volume de fret transporté par DB Cargo a diminué de 9,2 % pour atteindre 232M de tonnes. La ponctualité des trains de marchandises s'est légèrement améliorée, passant de 72,9 % à 73,8 %.

Accès simplifié aux contrats ferroviaire pour les entreprises

Un accord signé entre la Deutsche Bahn et la fédération allemande de l'industrie de la construction modifie la recevabilité des candidatures sur les projets de construction à partir du 1er avril 2020. Toute entreprise détentrice d'une qualification ferroviaire FNTF sera prise en compte dans les appels d'offre. Dans le cadre du troisième accord-cadre de performance et de financement (LuFV III), la DB investit à un niveau record dans la maintenance de son infrastructure ferroviaire (86Mds€ prévus sur 10 ans). L'abaissement d'exigences (en terme de volume financier) sur les candidatures des entreprises de construction effectuant les travaux permettra de garantir que les volumes d'investissements exceptionnels prévus par le LuFVIII pourront être effectivement utilisés.

Indemnisation des 262 000 plaignants par VW dans le cadre du dieseldgate

Suite à l'accord conclu fin février entre la fédération des associations allemandes de consommateurs (VZBV) et Volkswagen dans le cadre du scandale du dieseldgate, un portail en ligne a été lancé fin mars par le constructeur pour l'enregistrement des procédures d'indemnisation. 200 000 demandes de remboursement de clients y ont été enregistrées. Volkswagen considère ce nombre élevé comme « un signe positif que les consommateurs perçoivent l'offre comme équitable et font confiance au processus de règlement ». Un total de 830M€ sera versé - en fonction du type de véhicule et de l'année du modèle, les indemnités promises allant de 1350€ à 6257€ par propriétaire.

Modifications importantes du Code de la route

Le Bundesrat a approuvé la réforme du code de la route (StVO), autour de trois mesures clés : (i) les excès de vitesse pourront être punis d'interdictions de conduire plus tôt qu'auparavant, (ii) des sanctions plus sévères seront infligées pour la circulation non autorisée sur les voies réservées aux véhicules de secours (240€, 2 points et 1 mois d'interdiction de conduire), (iii) de nouvelles règles pour l'arrêt et le stationnement sur les sentiers pédestres et les pistes cyclables. De nombreuses augmentations d'amendes n'étaient pas prévues dans les plans initiaux du Ministre des transports A.Scheuer (CSU) - dont l'objectif premier était de protéger plus efficacement les cyclistes - mais ont été demandées par le Bundesrat. Un excès de vitesse constaté de 16km/h coûtera 1 point au conducteur, qu'il ait été constaté en agglomération ou non. A partir de 21km/h dans les villes et 26km/h en dehors des villes, le conducteur se verra infliger une interdiction de circuler pendant 1 mois. Le stationnement sur les voies piétonnes et les pistes cyclables pourra coûter jusqu'à 55€, selon la gravité du cas et 1 point de permis si une personne a été mise en danger. À l'avenir, les véhicules à moteur devront garder une distance minimale lors d'un dépassement des cyclistes, piétons et trottinettes électriques (2m hors agglomération, 1,5m en ville).

La start-up bavaroise de taxis volants, Lilium, lève 240 M\$ malgré la crise du coronavirus

Lilium, qui propose des taxis volants pouvant accueillir jusqu'à 5 personnes, table sur une production en série de ses modèles dès 2025. Le groupe technologique chinois Tencent est l'investisseur principal de cette levée de fond. Fondée en 2015 par quatre étudiants de l'Université technique de Munich, Lilium a déjà levé plus de 100 millions de dollars de capitaux auprès d'investisseurs et compte aujourd'hui plus de 300 employés.

Projet de livraison par drone pour UPS

La filiale UPS Flight Forward a annoncé travailler en collaboration avec la société Wingcopter basée à Darmstadt (Hesse) sur la prochaine génération de drones de livraison de colis développée notamment pour le marché nord-américain. Les partenaires prévoient également de travailler à la certification de vols commerciaux de livraison aux États-Unis avec un avion sans pilote de Wingcopter. Les drones ont une portée de 120km et peuvent atteindre 240km/h.

Vers des systèmes de défense anti-drones dans 14 aéroports internationaux en Allemagne

Une étude pour l'installation de tels systèmes conduite par le spécialiste des systèmes radar Hensoldt, EuroAvionics (acquis par Hensoldt en 2017) et l'université des forces armées fédérales à Hambourg a estimé les coûts à environ 30M€ par aéroport pour un système anti-drone stationnaire, 13M€ par an pour un système mobile.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

Premières estimations de l'impact du covid-19 sur l'industrie et les services

La Fédération des industries allemandes (BDI) craint une contraction de 5 % du chiffre d'affaire de l'industrie, qui pourrait être bien plus importante si les politiques de fermetures se poursuivent. Le BDI envisage une contraction supérieure à celle de 2009 (17 %). La Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK) estime que 10 % des PME sont menacées de faillites. La contraction est particulièrement importante dans le secteur de la automobile. Le BDI n'exclut pas une baisse de 80 % des ventes en mars et en avril (chiffres observés en Chine pendant la crise). Le nombre de nouvelles immatriculations a baissé, pour sa part, de 38 % en mars. La Fédération de l'automobile craint surtout pour les sous-traitants, déjà en situation difficile. Le secteur des machines-outils envisage initialement un recul de 5 % pour 2020, mais craint une baisse bien plus importante, qui pourrait atteindre 30 %. Selon le VDMA, 84 % des entreprises ressentent un impact, lié à la rupture des chaînes de valeur avec la Chine et l'Italie ; 75 % anticipent une dégradation dans les trois prochains mois ; 45 % estime que le recul de la production du secteur pourrait être supérieur à 10 %. Le secteur de la chimie, pour le moment plutôt épargné, pourrait voir sa situation se dégrader en raison de ruptures de sa chaîne d'approvisionnement et d'un effondrement de la demande. Quant aux foires et salons, où l'Allemagne est leader, la fédération du secteur anticipe une perte de CA de 30 %.

Les services sont également très impactés. La Fédération du commerce de détail estime qu'un tiers des entreprises du secteur pourrait faire faillite. La Fédération des grossistes souligne que 45 % de ses membres perçoivent une menace pour leur « existence » et que 70 % vont solliciter les aides de l'État. Les grands groupes d'hôtellerie-restauration ont fermé environ 50% de leurs établissements et 70% des effectifs opérationnels ne sont pas mobilisés. Dans le tourisme, la fédération du secteur estime les pertes supérieures à 5 Mds EUR d'ici fin avril. Le DIHK envisage un risque de faillite pour 40 % des PME du tourisme. Enfin, près de 80 % des artisans disent observer une perte de chiffre d'affaire. 16 % sont contraints à cesser temporairement leurs activités.

Vers la création d'une filière allemande pour la production de matériel médical

Le 9 avril, le gouvernement allemand a annoncé la création d'une cellule de coordination interministérielle, au sein du Ministère de l'Économie, pour favoriser l'émergence à moyen-terme d'une filière industrielle en Allemagne sur les produits de santé nécessaires à la lutte contre le Covid-19 (masques FFP2, chirurgicaux, combinaisons, respirateurs, médicaments, gel hydro-alcoolique, ...). Elle s'appuiera sur deux piliers : subvention et capacité de planification à long-terme. Il semblerait que le Ministère de l'Économie envisage de subventionner jusqu'à 30% du montant des investissements, avec une enveloppe de 40 M€. Le Ministre allemand a retenu l'idée et la nécessité d'une coopération franco-allemande et européenne sur le sujet.

Arrêt des activités de Germanwings, filiale de Lufthansa

Lufthansa met fin aux opérations de sa filiale Germanwings. Cette annonce suscite des tensions sociales. Les syndicats reprochent à la maison mère d'utiliser la crise pour restructurer l'entreprise au détriment de l'emploi, tout en bénéficiant d'aides du Gouvernement. Lufthansa souhaite pourtant garder le maximum des 1 400 salariés de la filiale. En outre, elle rationalise et réduit sa flotte en retirant plus vite que prévu plusieurs modèles d'appareils (A380, B747).

L'Etat pourrait intervenir pour aider Condor, devant l'échec des négociations avec LOT

Les négociations pour une reprise de la compagnie aérienne Condor (filiale aérienne de l'ancien groupe Thomas Cook) par la compagnie Polonaise LOT ont échoué. Condor doit de son côté rembourser un prêt relais fédéral (380 M EUR consentis au moment de la faillite de Thomas Cook) d'ici le 15 avril. La presse allemande mentionne une possible prise de participation publique temporaire ou un rachat par la Lufthansa.

Markus DUESMANN, ancien membre du comité de direction de BMW, prend la tête d'Audi

Début avril, en pleine crise du covid-19, Markus DUESMANN, anciennement directeur des ventes de BMW, est devenu directeur général d'Audi, au cours d'un renouvellement de la majorité des membres du conseil de direction de l'entreprise. Il a à gérer la crise immédiate pour le secteur automobile allemand, alors que l'ensemble des usines Audi sont fermées en Europe et que 26 000 employés sont au chômage partiel. Sur le plus long terme, il aura également pour objectif de redresser la filiale luxe de VW, fortement ébranlée par le scandale du diesel. Pour ce faire, il souhaite continuer la restructuration engagée par son prédécesseur et accentuer la transition vers l'électromobilité. Audi dispose d'un modèle de SUV E-Tron, mais sa production avait dû être rapidement arrêtée faute d'un nombre suffisant de batteries.

Finalisation de la fusion de T-Mobile, filiale américaine de Deutsche Telekom, avec l'Américain Sprint

Début avril, Deutsche Telekom a finalisé la fusion de sa filiale américaine T-mobile avec l'opérateur américain Sprint. Elle avait été initiée il y a plus de deux ans, et deux autorisations mineures sont encore en attente. La fusion des deux entreprises donnera naissance au premier réseau mobile américain, avec 140 M de clients, un CA de près de 80 Mds USD et deux fois plus de fréquences que leurs concurrents AT&T et Verizon. La crise du covid-19 pourrait impacter le groupe, les offres de Sprint et T-mobile s'adressant à un public plutôt modeste en moyenne que les deux autres opérateurs. Dans le même temps, la fermeture des boutiques limite les changements d'opérateurs, phénomène qui avait été craint au moment de la fusion.

Changement dans le comité de direction de Siemens, quelques mois avant l'introduction en bourse de Siemens Energy

Le 20 mars, un comité de direction de Siemens a procédé à des changements importants dans l'équipe dirigeante du groupe. Joe KAESER, PDG du groupe, ne sollicitera pas de nouveau mandat. Roland BUSCH, vice-président du comité de direction, lui succédera au plus tard en février 2021. Christian BRUCH, actuellement vice-Président exécutif du géant gazier Linde, et Maria FERRARO, actuellement directrice financière de la branche industries numériques de Siemens, deviennent respectivement DG et Directrice adjointe de Siemens Energy. Ils remplacent Michel SEN et Klaus PATZAK. L'entité Siemens Energy, spin off de Siemens AG, doit faire son entrée en bourse cet automne. Le départ de ses deux dirigeants serait dû, selon la presse, à des tensions portant sur le niveau d'autonomie de Siemens Energy. La maison mère semble souhaiter conserver une emprise forte, Joe KAESER étant d'ailleurs proposé pour devenir Président du Conseil de surveillance de Siemens Energy.

Bosch, Benteler et Pininfarina inaugurent une plateforme de coopération sur les véhicules électriques

En pleine crise du covid-19, les équipementiers allemands Bosch, Benteler et l'Italien Pininfarina s'associent pour créer une plateforme dédiée à la production de véhicules électrique. L'objectif est de permettre aux équipementiers de proposer leur propre modèle complet de véhicule électrique. Bosch et Benteler ont déjà développé un modèle de châssis, qui sera complété par l'expertise carrosserie de Pininfarina. Selon la presse, le consortium souhaite concurrencer

Volkswagen, qui a également développé un modèle de châssis pour véhicules électriques dont elle souhaite faire une référence. Ford et Amazon se montrent intéressées par le produit VW, les trois équipementiers visent plutôt des entreprises de service à la mobilité ayant besoin de véhicules prêts à l'emploi et simple d'usage, comme Uber ou le Chinois Didi.

Nombreuses prises de parole du Ministre fédéral de la Coopération et du développement en faveur d'une aide aux pays les plus fragiles.

Gerd MÜLLER (CSU), Ministre fédéral de la Coopération et du développement appelle à une réponse globale pour les pays en développement dans la crise du Covid-19, notamment en Afrique. Au niveau européen, il a proposé, lors d'une réunion le 8 avril, (i) « un programme corona d'urgence » pour renforcer les systèmes de santé et les économies des pays en développement, et (ii) de « de réaffecter à cette fin tous les fonds de coopération au développement de l'UE disponibles ». Au niveau multilatéral, il appelle à créer une « équipe de crise mondiale » sous l'égide du Secrétaire général des Nations unies. Il soutient un moratoire sur la dette pour les pays les plus pauvres et appelle à ce que les autres gouverneurs de la Banque mondiale acceptent, lors de leur réunion du 17 avril, un report de ces dettes d'un an et, « si cela ne suffit pas, l'annulation de la dette des 47 pays les moins avancés. » Enfin, au niveau de son Ministère, il annonce une aide immédiate de 20 M EUR vers l'Afrique et la réallocation de certains fonds au traitement de la crise (total : 1 Mds EUR).

NUMERIQUE – INNOVATION

Feuille de route allemande sur le numérique et l'environnement

Svenja SCHULZE (SPD), Ministre fédérale de l'environnement, a présenté, le 2 mars 2020, une feuille de route de son ministère sur le numérique et l'environnement contenant 70 mesures, élaborées en lien étroit avec plus de 200 experts des milieux associatifs et scientifiques. Cette stratégie poursuit un double objectif : limiter les impacts environnementaux du numérique et utiliser la numérisation comme outil pour lutter contre le changement climatique. Le Ministère fédéral de l'environnement souhaite en faire un des dossiers prioritaires de la présidence allemande du Conseil de l'UE au second semestre 2020.

Vers une application pour suivre les personnes atteintes du covid-19, sous certaines conditions

Le gouvernement fédéral envisage d'encourager l'utilisation d'une application destinée à tracer les contacts des personnes, de façon volontaire, anonymisée et largement décentralisée, s'appuyant sur le protocole PEPP-PT. Une application est en cours de préparation, et devrait être prête dans les deux semaines à venir. Elle est développée par le Ministère de l'Intérieur, qui travaille avec des entreprises privées et des instituts de recherche. La chancelière allemande a déjà communiqué sur le sujet le 2 avril, mentionnant son soutien à l'initiative, dans la mesure où elle est volontaire et si des tests permettent de démontrer son utilité. Le gouvernement prend toutefois toujours soin de ne pas présenter cette application comme une solution centrale du dispositif de déconfinement. Aucune obligation d'utilisation de l'application n'est envisagée. D'autres initiatives ont été prises visant à faire du numérique un outil de contrôle de l'épidémie en restreignant *a minima* les libertés personnelles, principalement à des fins scientifiques. Par exemple, les opérateurs télécom ont transmis des données anonymisées à l'institut d'épidémiologie Robert Koch (RKI). Ce dernier a par ailleurs mis à disposition du public une application « don de données pour le Corona », également avec peu d'accès à des données personnelles, destinée à détecter les symptômes du coronavirus à partir de bracelets ou montres connectés.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtesor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, David ANTONI, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Laurence PAUC, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019